Union Internationale des Magistrats

1ère commission d'étude

Questionnaire 2016

Les meilleures pratiques au sein du système judiciaire pour assurer la transparence et l'intégrité et prévenir la corruption.

Réponses de la France

1. Selon vous, quel est le meilleur moyen de préserver la transparence

a. des procédures judiciaires ?

- La publicité des débats et des décisions, sauf exceptions (sécurité des intéressés, respect de la vie privée, affaires familiales, mineurs...).
- La motivation des décisions, qui doivent être comprises par les justiciables.
- Respect du principe du contradictoire (*adversarial principals*)
- la procédure d'attribution des affaires doit être claire et préalablement prévue.

Plus généralement, les procédures doivent être comprises des citoyens et le fonctionnement de la Justice enseigné dans les écoles. La Justice ne doit pas être perçue comme un monde à part, coupé des réalités.

b. de la sélection des juges ?

- Le concours permet un égal accès aux fonctions de magistrats
- Les recrutements hors concours doivent être réalisés par un organe indépendant, composé de magistrats élus par leurs pairs (En France, il s'agit de la Commission d'avancement).
- La nomination et la carrière des juges doit relever de la compétence d'un organisme indépendant, le Haut conseil de Justice (Conseil Supérieur de la Magistrature en France).

Si le statut des juges prévoit des règles d'ancienneté ou d'expériences, ces critères doivent être clairement définis. La compétence doit primer. Le pouvoir exécutif ne doit pas pouvoir intervenir dans la sélection des juges et leur nomination.

c. de l'administration des juridictions ?

Quelle est votre expérience de telles pratiques ?

Le pouvoir exécutif ne doit pas pouvoir intervenir dans l'administration de la Justice (désignation des chefs de juridiction, fonctionnement interne des tribunaux...).

- Un haut conseil de Justice (Conseil supérieur de la magistrature, en France) doit être composé majoritairement de magistrats, élus par leurs pairs
- Le haut conseil de Justice doit pouvoir gérer les nominations des juges
- les juridictions doivent être administrées par des magistrats, expérimentés et compétents, désignés par un organe indépendant. En France, certains souhaiteraient que les tribunaux ne soient plus dirigés par des magistrats mais par des administrateurs civils. Mais il est essentiel que les chefs de juridiction soient des magistrats, indépendants et compétents car une décision de gestion peut avoir des conséquences sur les décisions judiciaires.

En France, le pouvoir exécutif peut nommer les procureurs, qui sont chefs de juridiction aux côtés

des présidents. Le manque d'indépendance des procureurs est critiqué, notamment par la Cour européenne des droits de l'homme.

**2. Selon vous, quel est le meilleur moyen de soutenir et promouvoir l'intégrité des juges ?
Quelle est votre expérience de telles pratiques ?**

- Un recueil des obligations déontologiques, établi par le Haut conseil de Justice, doit constituer un repère pour les magistrats
- La formation des magistrats doit porter également sur la déontologie
- Des sanctions disciplinaires doivent être prises par le Haut conseil de Justice, si nécessaire. Ses sanctions doivent être publiées et portées à la connaissance de l'ensemble des magistrats.
- L'organe disciplinaire des magistrats doit être indépendant du pouvoir exécutif.
- Les magistrats doivent pouvoir demander des conseils auprès d'un organe indépendant, expérimenté, lorsqu'ils s'interrogent sur une question déontologique
- la rémunération des magistrats doit être suffisante et fixe (c'est à dire non liée aux résultats quantitatifs). Elle doit être clairement prévue et ne pas être diminuée arbitrairement par le pouvoir exécutif.

3. Selon vous, quel est le meilleur moyen de prévenir la corruption au sein du système judiciaire ?

Quelle est votre expérience de telles pratiques ?

- la collégialité est le meilleur moyen d'éviter la corruption
- le principe du « juge naturel » doit être scrupuleusement respecté (principe selon lequel les juges sont préalablement affectés au traitement de tel ou tel type d'affaire, selon des règles claires et transparentes).
- les règles déontologiques doivent être clairement définies.
- La rémunération des magistrats doit être suffisante pour éviter tout risque de corruption.
- De même, les juges doivent bénéficier de conditions de travail qui leur permettent de se consacrer pleinement à leurs fonctions.
- La formation et la qualification des juges doit être élevée.

4. Quelles sont les principales menaces, selon votre expérience, à l'égard de la transparence, de l'intégrité et d'un système judiciaire non corrompu ? Comment lutter contre ces menaces ?

Les principales menaces sont :

- les critiques des juges et des décisions judiciaires par les hommes politiques en général.
- Le non respect de la séparation des pouvoirs

Ces deux critères laissent penser aux justiciables que le système judiciaire est corrompu, et peut donc, à nouveau être corrompu, puisque le pouvoir est perçu comme pouvant influencer les décisions.

Doivent être également notés :

- le manque de moyen de la Justice. Une Justice qui n'a pas les moyens d'exercer ses missions est une justice faible, donc susceptible d'être confrontée au manque de transparence, au manque d'intégrité et à la corruption.
- La faiblesse des rémunérations des juges, au regard de leurs responsabilités.